



La mobilisation populaire pour la démission du Président s'intensifie malgré la répression

Par [Jean-Pierre Ricot](#)

Mondialisation.ca, 20 juin 2019

[CADTM](#) 19 juin 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [HAÏTI](#)

La mobilisation populaire contre la corruption s'intensifie en Haïti. Dimanche 9 juin, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Port-au-Prince pour réclamer la démission du Président, Jovenel Moïse. Le pouvoir a répondu par la force. Plusieurs manifestants ont été tués ou gravement blessés. Un nombre encore indéterminé de manifestants auraient aussi été illégalement arrêtés.

Nous avons joint par téléphone Ricot Jean-Pierre, Directeur de programme de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) et partenaire d'Entraide & Fraternité. Dans cette interview, Ricot revient sur les origines de cette mobilisation, sur le mouvement des PetroChallengers, la répression sanglante de la manifestation du 9 juin et nous livre quelques réflexions sur la suite de ce mouvement populaire.

*Interview de **Jean-Pierre Ricot**.*

*Propos recueillis par **Flora Soyez et Renaud Vivien** (Entraide et Fraternité) le 12 juin 2019.*

Pourquoi la population haïtienne est-elle descendue dans les rues de Port-au-Prince dimanche dernier (le 9 juin) ?

Il faut souligner tout d'abord que le pays est en crise depuis longtemps. Tous les secteurs d'activités sont touchés. Cette crise est orchestrée et alimentée par l'État lui-même : un État « anti-peuple », corrompu, qui n'écoute pas les revendications de sa population et travaille à protéger la mainmise d'une petite oligarchie sur les richesses du pays. Depuis plusieurs années, la population haïtienne appelle à la construction de nouveaux mécanismes démocratiques et participatifs, en vain.

La manifestation anticorruption de dimanche dénonce plus particulièrement le scandale PetroCaribe. Petrocaribe est un accord de coopération énergétique conclu entre le Venezuela et une quinzaine de pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, dont Haïti. Avec cet accord, le Venezuela fournissait à Haïti du pétrole à des conditions de paiement préférentiel afin d'aider le pays à financer des programmes sociaux et de développement. Or, plus de dix ans après, on constate que peu de choses ont été faites sur le terrain. Depuis 2008 déjà, des mouvements de citoyens demandent des comptes au gouvernement haïtien sur la gestion de ces fonds publics.

Suite à la pression populaire, nous avons finalement obtenu que la Cour des comptes se

saisisse du dossier PetroCaraibe et rende public plusieurs rapports d'audit. Ces rapports ont révélé des détournements importants de ces fonds publics pour servir des intérêts privés. Pire, l'État aurait siphonné une partie des fonds de PetroCaribe dans l'intérêt de plusieurs dirigeants politiques dont le Président d'Haïti, Jovenel Moïse, accusé de corruption et de détournements de fonds via la firme Agritrans dont il a été le PDG.

La mobilisation et les pressions grandissantes des PetroChallengers ont mis la Cour des comptes devant une réalité qu'elle ne pouvait plus cacher. La Cour des comptes elle-même est épinglée par ces rapports ! Certains membres, dont l'ancien président de la Cour, auraient approuvé un ensemble d'accords qui ne respectaient pas les procédures administratives. La Cour aurait même bénéficié de certains financements pour réaliser certains travaux qui n'ont jamais vu le jour.

Qui sont les PetroChallengers ?

Beaucoup de monde ! C'est un mouvement récent qui s'est constitué rapidement grâce à l'utilisation des nouvelles technologies qui facilitent les rencontres, les liens et les mobilisations. Tout est parti d'une photo publiée sur les réseaux sociaux par le cinéaste d'origine haïtienne Gibert Mirambeau, sur laquelle apparaissait la question : *Kote kob petrocaribe a ?* (Où est passé l'argent de Petrocaribe ?). Cette photo est devenue virale. En très peu de temps, le mouvement des PetroChallengers était né. Dès août 2018, des manifestations étaient organisées devant les locaux de la Cour des comptes.

Ce dossier PetroCaribe est un catalyseur de la contestation en Haïti, qui fédère de multiples secteurs de la société (économiques, sociaux religieux, intellectuels etc.). Tous réclament la reddition des comptes, la poursuite judiciaire des corrompus et corrupteurs, le départ du Président, et le recouvrement de la souveraineté pour bâtir un État démocratique et participatif.

En plus de ces revendications liées au scandale Petrocaribe, les paysans étaient aussi dans la rue pour réclamer une réforme de la politique agricole tout comme les ouvriers qui exigent un salaire décent, la jeunesse pour demander son intégration dans l'économie et la vie politique du pays et les femmes pour exiger le respect de leurs droits ainsi que de la loi qui impose la représentation d'au moins 30 % de femmes dans les instances politiques du pays.

Comment le pouvoir politique a réagi suite à la publication des rapports de la Cour des comptes ?

En 2018, à plusieurs reprises, le Président a déclaré qu'il ne laisserait pas le dossier être instrumentalisé et transformé en un outil de persécutions politiques. Aussi, il a nommé illégalement des juges à la Cour d'appel de Port-au-Prince ainsi qu'à la Cour de Cassation. Il attribue aussi lui-même des dossiers à des juges d'instructions officiellement partisans du pouvoir.

Malgré cette ingérence du pouvoir exécutif dans la justice, la Cour des comptes a montré l'implication du Président dans le détournement des fonds PetroCaribe.

Même face à ces rapports accablants, le pouvoir refuse de répondre de ces actes. Il n'y a donc aucune possibilité d'aboutir à un procès véritable avec le pouvoir en place, d'où la demande populaire d'une démission et d'une mise en examen du Président.

Les organisations internationales sur place soutiennent-elles le mouvement ?

Le « Core Group » (composé de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, des Ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de l'Union Européenne et du Représentant spécial de l'Organisation des États Américains) rassemble les grandes puissances internationales actives en Haïti. De façon générale, elles se positionnent en faveur du gouvernement haïtien et lui apportent un soutien inconditionnel tout comme le FMI, dont les conditions imposées pour obtenir un prochain prêt avaient déclenché des émeutes en juillet 2018.

Comment peut-on soutenir le mouvement depuis l'étranger ?

La solidarité internationale à la lutte du peuple haïtien est capitale dans un moment aussi crucial. Cela pourrait se manifester en proposant des contenus qui apportent un éclairage et des clés de compréhension de ces revendications populaires. En organisant des tables rondes avec l'ensemble des partenaires haïtiens engagés pour échanger sur la situation et faire connaître la grande vitalité de la mobilisation. Pour nous, cette mobilisation est à la fois une opportunité et un défi. Il s'agit pour les mouvements populaires de démontrer leur capacité à influencer la vie politique du pays.

Comment va évoluer ce mouvement selon toi ?

Il n'y a aucun répit. La manifestation de dimanche dernier a déjà été suivie par deux journées de grève. Les Petrochallengers ont annoncé également deux journées de mobilisation les 13 et 14 juin. Beaucoup de villes de provinces restent aussi mobilisées. De façon générale, il y a une fracture irréparable entre le pouvoir en place et la société. Des représentants des secteurs économiques, intellectuels, religieux ainsi que de partis politiques jusqu'ici modérés se sont également désolidarisés du pouvoir en place.

Nous sommes actuellement dans une situation de violence systématique de la part du pouvoir en place. Nous déplorons des morts, des blessés, des assassinats ainsi que des arrestations illégales. Une partie de la police nationale haïtienne se comporte en véritable milice au service du pouvoir, tandis qu'une autre partie de la police tente de garantir aux Haïtiens et Haïtiennes leur droit à manifester. Si le Président continue à s'accrocher au pouvoir, les mobilisations vont encore s'amplifier. Et comme l'Histoire d'Haïti nous l'enseigne, plus la répression grandit et plus la mobilisation s'amplifie. La PAPDA et ses membres vont continuer à être présents aux côtés de la population pour appuyer les revendications et participer à la construction d'un État populaire, capable de répondre aux aspirations des couches populaires et une société solidaire, juste et équitable.

Pour en savoir plus sur le scandale PetroCaribe :

 Tribune de Frédéric Thomas publiée le 12 juin 2019 dans Le Monde [« L'audit de PetroCaribe dessine une autre architecture de la corruption en Haïti »](#)

 CETRI, HAÏTI, LE SCANDALE DU SIÈCLE : [LE DOSSIER PETROCARIBE](#)

Voir en ligne : [Entraide et Fraternité](#)

La source originale de cet article est [CADTM](#)

Copyright © [Jean-Pierre Ricot](#), [CADTM](#), 2019

Articles Par : **[Jean-Pierre Ricot](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca